

Adressen:

Für Einsendungen u. Korrespondenzen:

Redaktion der „Tagwacht“ Zürich.

Für Bestellungen und Geldsendungen:

Expedition der „Tagwacht“ Zürich.

Für Beschwerden über Redaktion und

Expedition: C. Häner, bei Glasmaler

Röttinger, in Zürich.

Bundeskomitee des Schweizerischen

Arbeiterbundes:

Bur. „grünen Au“ in Winterthur.

Kontrollkommission:

Bur. „grünen Au“ in Winterthur.

Tagwacht.

Sozialdemokratische Zeitung.

Organ des Schweizerischen Arbeiterbundes.

Alle für Einen und Einer für Alle!

Erscheint Mittwoch und Samstag.

Abonnementspreis:

In der Schweiz: In Partien von 10

Exemplaren an eine Adresse Fr. 1. 40

vierteljährlich per Exemplar; monatlich

50 Cts., bei 5 Exemplaren an 1 Adresse

Fr. 1. 60 vierteljährlich per Exemplar

— Einzeln per Post: jährlich Fr. 6. 60

halbjährlich Fr. 3. 40, vierteljährlich

Fr. 1. 80. Alle Postämter des In- und

Auslandes nehmen Bestellungen an.

Inseratengebühr:

per Petitzeile oder deren Raum 26 Cts.

Briefe und Gelder franko.

Mittwoch, 8. September 1875.

N^o 68.

Sechster Jahrgang

AUX OUVRIERS SUISSES. *)

Amis!

La fusillade de Göschenen ne s'est point perdue dans le tunnel du St.-Gothard, son bruit a passé monts et mers, et retenti partout ou le pauvre lutte, souffre et meurt pour le riche. C'est pourquoi je vous envoie de Londres mon obole pour les nouvelles victimes du Travail.

Hélas! oui, le Travail, qui doit être roi et maître du monde moderne, l'unique et légitime souverain, est encore sujet et martyr du Capital, monarchique ou républicain. Il a sa guerre, ses blessés, ses morts, même en Suisse, en attendant sa victoire partout.

Il est donc vrai, la république de Guillaume Tell a commis le même crime que la république de M. Thiers. Le conseil d'Uri a frappé le peuple comme l'empereur d'Aubin.

Selon la presse bourgeoise, les ouvriers du Gothard ont fait grève pour trois raisons, trois bonnes raisons, il semble, et qu'on pouvait, certes, discuter mieux qu'à coups de fusil.

Le Travail demandait: 1^o Diminution de tâche dans un milieu asphyxiant où chaque heure coûte un an de vie, sinon la vie entière. L'industrie nouvelle change toutes les conditions du labeur. Le percement des Alpes condamne l'ouvrier à un enfer inconnu même au Dante. La fumée qui suit la mine, remplace l'air et suffoque le mineur. Et plus l'œuvre pénètre, moins la fumée sort. Les plus forts souffrent; les plus faibles meurent. Ils veulent plus de ventilation ou moindre journée. C'est juste. Question de vie ou de mort.

Le Capital répond: Meurs!

Le travail dit: 2^o Ma journée convenue est de huit heures. Mais par l'avancement de l'œuvre, j'ai maintenant en plus une heure de marche après. Pour cette augmentation de peine, je demande une augmentation de prix. . 50 centimes. C'est encore juste. Temps est argent!

Le Capital répond: Meurs!

Le Travail dit enfin: Vous me prenez ma vie et mon temps. Ce n'est pas tout. Vous me prenez encore ma bourse. Vous me payez en bons que les marchands refusent et vous me forcez ainsi d'acheter mon pain chez vous, qui le vendez plus dur et plus cher. Payez-moi en argent, pour que je puisse acheter en liberté. C'est toujours juste.

Le Capital répond: Meurs!

Le Travail acculé entre ces trois morts, poison, faim et plomb, a choisi la plus prompte.

Donc, l'entrepreneur Favre n'ayant pas fait droit à leurs requêtes, les ouvriers ont fait grève et le gouvernement d'Uri a fait feu. Toujours selon la presse bourgeoise, M. Favre a réclamé l'intervention armée du gouvernement, lui offrant vingt mille francs pour sa main-force. En conséquence, le 28 juillet, quelle date! le peloton d'exécution a chargé les grévistes, sans provocation de leur part; puis

*) Die Redaktions-Kommission entspricht hiemit dem Ansuchen eines Genossen von Lausanne, indem sie obiger Ansprache von Felix Pyat in London an die Schweizerischen Arbeiter im Original Gastfreundschaft gewährt. Den Sektionen in der romanischen Schweiz werden eine grössere Anzahl von Exemplaren dieser Nummer zugesendet, um dieselben unter den französisch-redenden Arbeitern verbreiten zu können. Die Veröffentlichung im französischen Original geschieht deshalb, weil die Meisterschaft der Sprache und die kurze Schärfe, mit der die Vorfälle in Göschenen beurtheilt werden, sich durch keine Uebersetzung wiedergeben lassen. Es wird jedoch in nächster Nummer eine freie Uebersetzung folgen.

repoussé et embusqué il a tiré sans sommation sur des ouvriers sans armes. Le chassepot suisse a fait merveille. Le sang a coulé; quatre tués, douze blessés dont plusieurs morts depuis, laissant orphelins et veuves, treize prisonniers et cent chassés. Le massacre et l'exode, comme toujours... même système partout. Qu'importe quelques poitrines trouées? On ne traite pas avec l'émeute... Et l'ordre règne à Göschenen. Le travail a repris comme à Paris.

Y a-t-il donc certaine influence dans certaines présences?

Le petit bourgeois qui visite la Suisse à cette heure en est-il président? Le jeune prince qui l'habite en est-il empereur?

Voilà les faits avoués par la presse capitaliste avec le cri d'anathème aux mauvaises passions et un vote de remerciement à la plus belle armée... à l'héroïsme des braves miliciens d'Uri.

Si la presse libérale ne les calomnie pas; si les fils des héros du Grütli, si les braves miliciens d'Uri ont fait comme les soldats des gouvernements de combat; s'ils ont fusillé des ouvriers désarmés, troué des blouses d'ouvriers comme leurs pères la cuirasse de Gessler; s'ils ont mis sur le carreau vingt chefs de famille pour vingt mille francs, ils ont rétabli l'ordre non-seulement à peu de frais, comme dit la presse morale, mais encore avec profit, mille francs par tête! Mais ce n'est pas précisément de l'héroïsme; et ce n'est pas tout à fait le nom de miliciens qu'ils méritent. C'est rappeler, non la plus noble, mais la plus basse époque de leur histoire, les plus mauvais jours de leur aristocratie et de leur mercenariat, le temps où l'on disait: « Pas d'argent, pas de Suisse! » C'est encore comme au 10 Août 1792, comme au 28 Juillet 1830, tuer pour le compte des Tyrans.

Le Capital dit: C'est bien fait. Ce ne sont que des Italiens!

Le Travail répond: S'il y a un peuple qui doit être humain, international, c'est sans doute le peuple suisse, fait de trois races, l'italienne comprise, parlant trois langues, ayant trois ou quatre cultes et point de caste!

Malheureusement, il lui reste encore, même à lui, une classe, la plus haute et la plus lourde, la dernière à niveler, celle de l'or... et c'est pour celle-là que les braves miliciens d'Uri sont devenus assassins.

S'il y a un pays où le sanglant sacrifice ne devait pas s'offrir au Capital, c'est la Suisse, où, naguère, à Genève, une autre république, l'Amérique, a donné l'exemple courageux de renoncer à la force pour le droit, d'accepter la raison des peuples au lieu de la raison Krupp, l'arbitrage au lieu des armes, afin de régler sa querelle avec l'Anglais. Il existe, en effet, deux moyens de régler un compte, le droit ou la force.

La force, le moyen du passé, le moyen brutal et armé, le moyen autoritaire et guerrier des papes et des rois.

Le droit, moyen de l'avenir, le moyen humain et amiable, le moyen volontaire et paisible des peuples libres.

Contrainte ou contrat. Volonté ou violence.

La force, moyen de maître, d'ennemi, s'impose à la vile multitude comme à Ricamarie et à Paris. On sait avec quel succès.

La force nécessaire à l'injustice lui est toujours fatale. La cruauté ne remédie pas à l'iniquité. Et ce n'est pas combler l'abîme qui sépare le Capital du Travail, que de le remplir de sang.

Le droit, moyen d'amis, d'égaux, opère entre citoyens et mieux, témoin l'Anglais, tout aristocrate qu'il est. Les mineurs du pays

de Galles, qui jouent du piano et boivent du Champagne comme ceux du Gothard achètent des châteaux, sont en grève aussi mais en voie d'accord avec leurs Favres plus prudents, sinon plus justes, ils traitent ensemble non par les armes, mais par arbitres. Capital et Travail nomment leurs délégués respectifs, qui termineront leur différend, sans guerre, ni morts, ni blessés, ni prisonniers, ni déportés ni orphelins, ni veuves, en pleine paix pour le présent et sans rancune pour l'avenir.

Quel est le meilleur mode? le plus humain, le plus certain, le plus conservateur?

Pourquoi la République d'Uri a-t-elle voulu le pire? le plus destructeur, celui de la république conservatrice et de l'empire providentiel? Pourquoi a-t-elle préféré l'autorité à la liberté?

C'est que la République d'Uri est aussi fille de l'Eglise comme la République de Versailles et la monarchie de Décembre; c'est qu'elle est autoritaire, c'est-à-dire cléricale et militaire; c'est qu'hier encore elle tenait au Sonderbund; c'est qu'aujourd'hui même elle repose non sur le principe démocratique du monde moderne, l'Egalité, sur les droits de l'homme, justice, travail et paix, mais sur le vieux droit divin de guerre, de conquête et de butin, le Droit du Dieu des armées, le droit du plus fort, du plus loup; c'est qu'après avoir dûment tué internationaux et communaux, cette bourgeoisie, cette Barbarie civilisée et baptisée se croit plus sûre et plus digne de communier et de manger le pain béni; c'est qu'elle est, comme les sauvages, aux mains de ses noirs sorciers qui vengent Mermillod et pêchent en eau rouge; c'est qu'enfin elle préfère la foi à la science, le salut individuel à la vie collective, l'égoïsme chrétien à la solidarité humaine; et qu'elle incarne, possède et défend tous les préjugés, tous les privilèges et tous les vertiges de cette classe dirigeante, que Jupiter veut perdre comme les autres, noblesse et clergé!

L'insensée! elle s'étonne en lisant que dans l'Inde, à la fête de Siva, le char de l'Idole roule sur des victimes. Et à la fête de l'inauguration, quand le tunnel sera fait, assise sur ses coussins de première classe, traversant le Gothard à toute vapeur pour retrouver l'air pur, elle ne verra pas que sa locomotive, monstre de métal comme elle, roule aussi sur des victimes... mais des victimes non volontaires celles-là, et par conséquent criant justice!

Londres, 10 août 1873.

FÉLIX PYAT.

Gingabe des Bundeskomite's an den Bundesrath der Schweiz, Eidgenossenschaft in Sachen der Göschener Vorgänge.

Herr Präsident!

Geehrte Herren!

Die Göschener Vorfälle vom 28. Juli haben überall ein peinliches Aufsehen hervorgerufen und unter der schweizerischen Arbeiterwelt ist nur ein Laut der Entrüstung über die Art und Weise, wie die Urner Regierung den Streik der italienischen Tunnelarbeiter unterdrücken ließ, laut geworden.

Aus Zeitungsberichten, die unwidersprochen geblieben sind, geht zur Evidenz hervor, daß die Arbeitseinstellung der Tunnelarbeiter materiell gerechtfertigt war. Um so verwerflicher erscheint die blutige, von einer republikanischen Regierung angeordnete Lösung des Konfliktes in einem Falle, wo es sich einzig um eine Frage rein sozialer Natur, die vorerst nur Arbeitgeber und Arbeiter anging, gehandelt hat. Es lag kein Aufruhr gegen die Staatsgewalt vor und die öffentliche Ruhe und Ordnung hätten durch andere Mittel aufrecht erhalten werden können, als es leider geschehen ist.

Die Schweiz ist nicht reich an sozialen Kämpfen zwischen Kapital und Arbeit und man hat von jeher die Hoffnung gehegt, daß infolge der allen Gliedern des Staates gewährleisteten verfassungsmässigen Freiheit diese Kämpfe niemals eine Ausdehnung und einen Charakter annehmen werden, wie z. B. in monarchischen Staaten.

Trotzdem steht der Fall Göschenen mit der Niedermezlung der Arbeiter einzig da in der Geschichte der Arbeitseinstellungen aller Länder: kein monarchischer Staat ist bis jetzt in ähnlicher Weise wie die republikanische Urner Regierung gegen streikende Arbeitermassen vorgegangen.

Während überall in ähnlichen Fällen, wenn die aufgeregten Arbeiter allfällige eine drohende Haltung einnehmen, seitens einer schon der Zahl nach Respekt einflößenden Truppenmacht blinde Gewehrjalousen abgefeuert und den Arbeitern die zutreffenden Gesetzesbestimmungen (Standrecht) vorgelesen

werden, bevor Blut vergossen wird, ist in Göschenen sofort in der leichtfertigen Art von angeworbenen Freiwilligen scharf auf die unbewaffneten Arbeiter geschossen worden. Der Urner Boden ist mit dem Blut einer Anzahl der unglücklich getroffenen Italiener getränkt, doch seitens der Urner Regierung ist kein Wort des Tadels gegen diese Mezelei laut geworden, gegentheils hat man dem „Heldenmuth“ der Freiwilligen noch offizielles Lob gespendet.

Statt die Vorlage vorerst genauer zu prüfen, oder im Falle der Noth eine oder mehrere Kompagnien eigentliches Militär aufzubieten, hat die Regierung von Uri laut von keiner Seite angefochtenen Mittheilungen auf den ersten telegraphischen Wink des Herrn Unternehmers Favre eine Anzahl Söldlinge — allem Anschein nach herumlungernde und zweifelhafte Individuen — geworben, denselben hohen Sold versprochen und sie nach Göschenen gesandt. Wenn nun diese Söldlinge ihre Mission dadurch am besten zu erfüllen wähten, wenn sie aus sicherem Versteck auf die Arbeitermassen schießen und ihre tödtlichen Kugeln selbst dann noch diesen nachschicken, als bereits Alles auf der Flucht begriffen war, so kann man zwar diese „Waffenthat“ für den Vollstrecker derselben gerade nicht schmeichelhaft kommentiren, aber verantwortlich dafür ist die Urnerische Regierungsbehörde, welche die betreffenden Anordnungen getroffen hat.

Wir lassen den Arbeiterstreik, seine innern Motive, Herrn Favre und die Arbeiter außer unserer Erörterung. Die Untersuchung wird hier Licht schaffen. Was uns veranlaßt, an Sie geehrte Herren, zu treten, das ist der Umstand, daß die urnerischen Behörden die Untersuchung über die Göschener Affaire führen, trotzdem dieselben unzweifelhaft in derselben als Partei erscheinen. Soll die Untersuchung umfassend, streng und unparteiisch geführt werden — was offenbar sehr nothwendig ist — so muß sie von der Eidgenossenschaft an die Hand gekommen und es muß von derselben namentlich auch das Vorgehen der Regierung von Uri einer näheren Prüfung unterworfen werden. Letzteres wird nicht oder nur in höchst ungenügender Weise erfolgen, wenn die Untersuchung in den Händen der urnerischen Behörden verbleibt.

Wenn wir daher das Gesuch an Sie, Herr Präsident, H. Bundesrath, stellen,

Sie möchten eine eidgenössische, strenge und gründliche Untersuchung über die Göschener Vorgänge in ihrer Entstehung, ihrem Verlauf etc. anordnen,

so geschieht es vorzüglich im Interesse einer unparteiischen Rechtspflege und einer gesunden politischen Moral. Wir halten die Einwendungen gegen die Anordnung einer solchen Untersuchung nicht für stichhaltig; sie sind meist formeller Natur und treffen im vorliegenden Falle umsoweniger zu, als es sich um ein internationales Unternehmen handelt, dessen Leitung der Bund übernommen und für das er einen besonderen Gotthardinspektor bestellt hat. Die Schweiz ist es ihrer internationalen Ehre schuldig, hier unverweilt selbst einzugreifen und den am Gotthardunternehmen beteiligten Regierungen, sowie dem Volke klaren Wein einzuschenken — formelle Bedenken müssen vor dieser Pflicht zurücktreten.

Wir sind übrigens glücklicherweise nicht die Einzigen, welche ein Gesuch in diesem Sinne an ihre Behörde stellen. Im „Winterthurer Landbote“ vom 28. August lesen wir die Erklärung der Gotthardbahndirektion: „daß sie in offizijöser Weise durch ihr Präsidium eine bis auf den tiefsten Grund gehende Untersuchung der Vorgänge in Göschenen, und der Ursachen, welche dazu Veranlassung gegeben haben, als dringend geboten bezeichnet und, weit entfernt, einer Eidgenössischen Untersuchung abgeneigt zu sein, sich im Gegentheil für die Wünschbarkeit einer solchen ausgesprochen hat.“

Ist diese Mittheilung der Gotthardbahndirektion richtig — was wir durchaus nicht bezweifeln — so können formelle Einwendungen gegen eine Eidgenössische Untersuchung nicht stichhaltig sein, denn wir können uns nicht denken, daß ein solches Kollegium, mit Herrn Nationalrath Dr. Alfred Escher an der Spitze, sich erlauben würde, an den Bundesrath einen Wunsch oder ein Gesuch analog dem unstrigen zu richten, wenn es nicht die formelle und materielle Berechtigung einer Eidgenössischen Untersuchung anerkennen müßte.

Wir haben im Uebrigen unserm Gesuche nichts weiter beizufügen. Die schweizerischen Arbeiter erwarten bestimmt eine Anhandnahme der Untersuchung durch die Eidgenossenschaft. Eine solche ist um so mehr am Plage als die urnerischen Behörden das Vertrauen nicht besitzen, das man sonst unparteiischen Gerichten entgegenbringt. Mißtrauen ist aber immer, namentlich in solchen Fällen, wie der hier besprochene, gefährlich und es erscheint uns daher schon als ein Gebot der politischen Klugheit, von Bundeswegen die Angelegenheit an Hand zu nehmen.]

Wir schließen, indem wir Ihnen Namens des Schweizerischen Arbeiterbundes, die Erledigung unseres Gesuches warm empfehlen.

Genehmigen Sie die Versicherung unserer vollkommenen Hochachtung!

Winterthur, den 4. September 1875.

Das Bundeskomite des Schweizerischen Arbeiterbundes:

Vogelsanger. Herter. Rickli. Meier. Schwarz.

Plaudereien aus dem Zürcher Oberland.

1.

„Lang, ach gar lang ist es her!“ seitdem ich für die „Tagwacht“ die Feder in Bewegung gesetzt habe; und doch hätte ich es oft so gern gethan, — ist doch mit der „Tagwacht“ gewissermaßen ein Stück meiner Lebensgeschichte verwachsen und bin ich ihr nach Kräften in ihren schlimmsten Zeiten zur Seite gestanden!

Und doch hätte ich oft so gern einen Waffengang mit jenen Halben, wie sie sich oft so häufig auf allen Gebieten, am häufigsten aber auf sozial-politischen finden, gemacht! — da mir nichts verhasster ist, als jene Halbheit, — und doch wäre ich oft so gern gegen Lüge, Verleumdung, Gemeinheit und Dummheit in die Gesechtlinie gestanden! — aber durch die Macht der Verhältnisse war ich zu anderer Verwendung meiner bei einer 10—11stündigen täglichen Arbeitszeit noch übrigen freien Zeit gezwungen, so daß mir keine Zeit zum Artikelschreiben blieb. Zum Schreiben fehlte mir also die Zeit und zum Sprechen der „Ellbogenraum“.

Ja, wenn die Gewissens- und Meinungsfreiheit nicht nur gesetzlich, sondern thatsächlich und auch für den, welcher seine Kräfte und Fähigkeiten um des täglichen Brodes Willen im Dienste Anderer nützen muß, bestände!

Ja, wenn diese in unserer Bundesverfassung garantierte Freiheit auch für den Lohnarbeiter, den der Hand sowohl als den des Kopfes, vorhanden wäre! Ja, dann würde auch ich gesprochen haben; dann würde noch Mancher sprechen, der heute „muthig“ duldet und schweigt.

Wir besitzen zwar gesetzlich das Recht der freien Meinungsäußerung, aber wage es einmal ein Lohnarbeiter, namentlich so ein „Tagelöhner mit dem Geiste“ wie kaufmännischer, technischer oder Verwaltungsangestellter eine etwas von der gang und gäben abweichende Meinung über Eigenthum, Erwerb, Staats- und Gesellschaftsleben zu äußern! Wird er nicht sofort als räudiges Schaaf von der ganzen Heerde ausgestoßen und gerichtet werden und wird er nicht sofort seiner Stellung verlustig gehen? Wird nicht seine Karriere und sei er ein noch so solider und ehrlicher Mensch zur Unmöglichkeit werden?

In der Regel ganz gewiß, denn unsere „gebildeten Klassen“ verzeihen sehr leicht alle jene Vergehen, die in den Augen des „gemeinen Volkes“ als Verbrechen, oder als niederträchtig und schlecht gelten, wie: Diebstahl, Betrug, Treulosigkeit, Verführung der Unschuld, Ausschweifung u. s. w.; sie verzeihen aber nie und nimmer, wenn Einer unsere heutigen wirtschaftlichen Zustände, auf denen ihre bevorrechtete Stellung basiert, angreift. Man darf heutzutage eher ein Dieb, ein Betrüger und Moralvernichter, als ein Sozialist sein.

Gerade Diejenigen aber, die sich in ihrer Mehrzahl so erhaben über den Arbeiter dünken, die kaufmännischen, technischen und Verwaltungsangestellten der verschiedensten Art, sind noch viel abhängiger als die Handarbeiter.

Die Besitzlosigkeit, der Mangel an genügendem Kapital oder Arbeitsmitteln und die daraus entspringende ökonomische Abhängigkeit des Arbeiters — Kopf- wie Handarbeiters — vom Kapitalisten, vom Besitzer der nöthigen Arbeitsmittel, das ganze heutige Lohnarbeitsverhältniß überhaupt, das ist die wahre Sklaverei und bevor diese nicht gefallen ist, können alle unsere schönen republikanischen Rechte und Freiheiten nicht zur vollen lebendigen Wahrheit werden.

Erst wenn das Lohnarbeitsverhältniß beseitigt und durch die genossenschaftliche Produktionsweise im großen Maßstabe ersetzt sein wird, werden diese Rechte und Freiheiten zum Gemeingut Aller werden und ihre segensreichen Wirkungen äußern können. Dann wird erst das geistige Leben sich recht in der Breite und Tiefe entfalten und jene große Klust, die heute noch zwischen Gebildeten und Volk besteht, wird mehr und mehr verschwinden. Dann werden alle Diejenigen, welche heute schweigen müssen, weil sie im Dienste des Geldsacks stehen, sprechen und so mancher gute und anregende Gedanke, der heute nur im stillen Kämmerlein unter vier Augen zwischen vertrauten Freunden geäußert wird und verloren geht, wird zum Wohle der Menschheit erhalten bleiben und fruchtbringend wirken.

Heute gehen viele Talente durch die Unmöglichkeit ihrer Bethätigung, in welche sie durch die Lohnsklaverei veretzt sind, dem Fortschritts- und wahren Kulturkampf der Menschheit entweder ganz verloren, oder werden

durch unsere unnatürlichen, schlechten gesellschaftlichen Zustände auf falsche, kulturfeindliche Bahnen gelenkt, und Viele kommen aus Mangel und Noth gar nie zu nur irgendwelcher Entfaltung.

Riesige Summen geistiger Kraft gehen heute noch der menschlichen Entwicklung verloren, riesige Summen geistiger Kraft werden sogar gegen diese Entwicklung geschult und ins Feld geführt, aber ich sage doch von unserer gegenwärtigen Arbeits- und Besitzform was Homer von Ilios sagte, nämlich:

Einst wird kommen der Tag da die heilige Ilios hinsinkt,
Priamos selbst und das Volk des lanzenkundigen Königs.

Freilich bis diese Zeit kommen wird, bedarf es noch vieler Mühe und Arbeit seitens Derjenigen, die sich darüber klar sind, daß die gesellschaftlichen Leiden und Gebrechen niemals bei unseren heutigen Arbeits- und Besitzverhältnissen ihre Heilung finden können, sondern daß zu einer gründlichen Heilung die Abschaffung dieser Arbeits- und Besitzverhältnisse und Ersatz derselben durch die auf Gemeinbesitz begründete, gesellschaftlich organisirte Produktion nöthig ist.

Negativ ausgedrückt, muß das vorläufige Endziel aller abanzirten Geister der Arbeiterbewegung „Abschaffung der Lohnarbeit“ heißen.

Aber zur Erreichung dieses Zieles bedarf es gewisser Vorbedingungen und von einer solchen Vorbedingung will ich das nächste Mal sprechen.

T.

Sozial-politische Rundschau.

Die „Neue Zürcher-Zeitung“ treibt in ihrer Abendnummer vom 6. September diplomatische Politik, um die Unzulässigkeit einer gerichtlichen eidgen. Untersuchung bezüglich der Göschener Vorfälle nachzuweisen. Der „Nachweis“ ist aber sehr matt und gewinnt auch nichts durch den Aerger über die „Frankf.-Ztg.“, deren Berner Korrespondent durch einige scharfe Worte gezeigt hatte, daß vom menschlichen Standpunkte aus die Göschener Affäre etwas anders behandelt wird als vom Standpunkte der Diplomatie.

Man braucht keinen besondern Kursus im Staatsrecht genommen zu haben, vielmehr nur ein Wenig den gesunden Menschenverstand anzustrengen und man wird die Kompetenz des Bundes in Sachen vollständig und klar motiviren können.

Es handelt sich hier nämlich keineswegs, wie der gelehrte Staatskundler meint, nur um einen Gewaltmißbrauch seitens der im kantonalen Dienst stehenden ernerischen Polizei und Miliz, bezüglich dessen sie wieder nur den kantonalen Behörden verantwortlich seien — wie kann man so juristisch beschränkt sein? — Die Urner Regierung hat sich ja extra zu der famosen Expedition nach Göschenen die Freiwilligen-Mannschaft ausgesucht — darunter sogar ehemalige römische und neapolitanische Reisläufer — sie hat sogar die ernerische Verfassung verletzt, indem sie noch eine Kompanie Milizen aufbot, ohne den Landrath zu besammeln — die ernerische Regierung ist daher für die Mezelei von Göschenen voll und ganz selbst verantwortlich und daher in Sachen auch Partei.

Aber noch mehr — und hier begründet sich erst recht das gerichtliche Einschreiten der Bundesbehörden: Indem die Urner Regierung — ohne daß von Seiten der Tunnelarbeiter Gewaltthätigkeiten bis jetzt nachgewiesen werden konnten — sogar mit Umgehung der in allen zivilisirten Ländern üblichen dreimaligen Aufforderung unter Trommelwirbel, die freiwilligen Kaufbolde auf die streikenden Italiener schießen ließ, verübte sie ein Verbrechen gegen das Völkerrecht.

Es ist ja gerade die hervorragendste Bestimmung des Völkerrechts, daß in allen zivilisirten Ländern die Angehörigen anderer Staaten, den Schutz der persönlichen Sicherheit genießen. Wenn nun wie in Göschenen mit Umgehung aller gesetzlichen Formen Angehörige eines andern Staates niedergeschossen wurden, wie die Hunde und dadurch eine der wichtigsten Bestimmungen des Völkerrechts verletzt wurde, dann hat doch sicher der Bund genügend Ursache und verfassungsmäßige Kompetenz, eine gerichtliche Untersuchung anzunordnen. Der Bund allein ist ja in dieser Beziehung verantwortlich und wären es Engländer oder Amerikaner gewesen, die am Gotthard zusammengeschossen wurden, dann wäre jedenfalls schon längst von diesen Staaten eine Reklamation erfolgt, die unsern staatsrechtlichen Rohlbauern die Kompetenz des Bundes klar gemacht hätte.

Uebrigens taucht doch allmählig eine richtige Ansicht auf und im „Bund“ ist Folgendes zu lesen:

„Aus zuverlässiger Quelle vernehmen wir, daß der Bundesrath sich mit den Ergebnissen der Untersuchung der bekannten Vorgänge in Göschenen durch die Behörden des Kantons Uri nicht begnügen, sondern von

sich aus eine eingehende Prüfung aller bisherigen Verhältnisse veranstalten wird. Wir begrüßen diesen Entschluß, welcher der Wichtigkeit der Sache angemessen ist und einer berechtigten Forderung der öffentlichen Meinung im In- und Ausland Rechnung trägt; wo es sich um Verlust von Menschenleben und die Zerstörung von Familien handelt, da ist eine strenge, unparteiische Untersuchung nicht bloß eine Ehrensache für das ganze Land, sondern auch ein Gebot der Pflicht für seine Behörden.

„Im „Handels-Kourier“ ist angedeutet worden, daß es auch Sache des Gotthardinspektors sein dürfte, sich um die Affaire von Göschenen zu interessieren. Da die Aufgabe des betreffenden Beamten eine rein technische ist, so ist nicht abzusehen, was derselbe bei einer Untersuchung zu thun haben sollte, welche durch einen ad hoc bestellten eidgenössischen Kommissär geführt werden muß. Die Kompetenz des Bundes in der Sache kann um so weniger zweifelhaft sein, als die umerikanischen Behörden bei derselben mehr oder weniger in der Stellung als Partei betheilig sind.“

Parteigenosse Buchbinder Stäger, ein Schweizer, welcher wegen einer Majestätsbeleidigung 6 Monate büßen mußte, ist am Tage seiner Freilassung (2. September) aus Berlin ausgewiesen worden.

Sämmtliche Zigarrenarbeiter in Fredericia (Dänemark) haben die Arbeit niedergelegt.

Endlich ist in Florenz der Prozeß gegen die 70 wegen Theilnahme an der „großen“ „republikanisch-internationalistischen Verschwörung“ verhafteten Personen beendet worden. Das Schwurgericht hat sämmtliche Angeklagte von der Anklage einer Verschwörung gegen den Staat freigesprochen, dagegen mehrere derselben wegen heimlicher Aufbewahrung und Fabrication von Waffen (?) zu verschiedenen Gefängnißstrafen im Betrage von 2 bis 8 Monaten verurtheilt.

Der Streik der Bergleute Warwickshire's wird laut „Daily News“ einer der am längsten dauernden sein. Vier Monate sind seit seinem Beginne verstrichen, und doch zeigen weder Arbeitgeber noch Arbeiter auch nur die leiseste Absicht, nachzugeben. Es wird befürchtet, daß der lange Stillstand von schlimmen Folgen für manche der Gruben, die gänzlich geschlossen sind, begleitet sein wird, weil die Werke derselben unter Wasser gesetzt werden. Die Herren Crawford und Moulson sagen in einem Schreiben, das sie am 23. August an die Bergarbeiter des gesammten Königreichs ergehen ließen, es sei unmöglich, auf die Bedingungen der Arbeitgeber einzugehen, wenn man nicht Prinzipientreue und Mannhaftigkeit preisgeben wolle.

Die Kohlenarbeiter von Nordwales haben auf einer Versammlung zu Breyham den Vorschlag der Grubenebesitzer angenommen, ein Schiedsgericht zur Entscheidung in der Lohnherabsetzungsfrage einzusetzen.

Der Streik der Spinner in Dundee dauert nun schon sechs Wochen und noch ist keine Aussicht auf dessen Beilegung vorhanden. Ein versuchter Vergleich mißglückte. Es mangelt angeblich nicht an Geld zur Unterstützung der Feiernden.

Der Sklavenhandel steht in der Türkei noch fortwährend in großer Blüthe. Ein Schiff der „Azizi-Kompagnie“ brachte im vorigen Monat mehr als 200 Sklaven vom Rothen Meere, welche theils in verschiedenen Häfen des Mittelmeeres, theils in Konstantinopel abgesetzt wurden, und als die englischen Konsularbehörden dagegen einschritten, hieß es, es seien die Hausklaven der von Jemen zurückkehrenden türkischen Offiziere. Es ist dabei zu bemerken, daß die Verwaltung der „Azizi“ dem Marineministerium zugetheilt ist, und daß die Offiziere der Azizi-Dampfer Offiziere der türkischen Marine sind.

In Massachusetts (Amerika) ist ein Streik in den Spinnereien ausgebrochen. Derselbe umfaßt 35 Fabriken. Die Zahl der Arbeiter in denselben beläuft sich auf 15,000. Die Aussichten auf baldige Beilegung der Differenzen zwischen den Arbeitgebern und Arbeitern sind nicht günstig.

Korrespondenzen.

Zürich. Auf Anregung des Zentral-Ausschusses wurden bereits in den verschiedenen Gewerkschaften die Sammlungen für die streikenden Spengler in Lausanne eröffnet und wurde bereits ein Betrag dem hiesigen Fachverein zur Uebersendung nach Lausanne zugestellt. Bei dieser Gelegenheit beschloß der Zentralausschuß auch: „Es seien den Brüdern in Lausanne, die meistens der französischen Zunge angehören, unsere Sympathien zu versichern. Haltet fest an Eurer Sache und Eure Brüder deutscher Zunge werden kräftigst hinter Euch stehen und sich bemühen, das Band der Solidarität durch moralischen und materiellen Beistand immer fester zu knüpfen.“

Soeben geht uns vom Spenglerverein Lausanne folgendes Telegramm zu: „Fünf Patrone haben bewilligt. Es herrscht ein guter Geist. Unterstützung nothwendig.“

Der Präsident: Frey.
Der Delegirte: Wilhelm.

Zürich. In der „Frankfurter Ztg.“ vom Samstag d. 28. und Sonntag d. 29. August finden wir einen mit vieler Sachkenntniß geschriebenen Leitartikel „Das Schweizerische Bundesgesetz betreffend Fabrikarbeiter“; daselbst findet sich folgende Stelle:

„Einstweilen lassen die Fabrikanten in Brochüren, in der „Neuen Zürcher Zeitung“ u. s. w. eifrig dagegen agitiren, während die Arbeiter mit sammt ihrem Hauptorgan, der „Tagwacht“ — eine übrigens im Verhältniß zu den vorhandenen Mitteln recht gut redigirte und im Ganzen maßvoll gehaltene Zeitung — sich mehr freundlich zu dem Entwurfe stellen und einige zu ihren Gunsten weiter gehende Abänderungen befürworten.“

Wir geben dieses Urtheil eines hochangesehenen Blattes den auf die „Tagwacht“ stets schimpfenden Spießbürgern und Giftmeiern wie auch unsern mißvergnügten Genossen, dabei bemerkend, daß wir selbst noch Vieles an der „Tagwacht“ besser wünschen und uns aufrichtig freuen, wenn Verbesserungen eintreten, daß es aber doch wohl nicht „gar so arg“ sein kann, wenn ein großes, unbefangenes Blatt der „Tagwacht“ ein so anerkennendes Zeugniß ausstellt.

Spenglerstreik in Lausanne.

Die Adresse des Lausanner Fachvereins ist: Société des ferblantiers, Café Winkelried, rue mercerie, Lausanne. Unterstützungen werden auch im Zürcher Fachverein im Café Lienhardt, Mezgergasse, entgegengenommen und weiter befördert. Der Vorstand.

Uois!

Wir schicken im Auftrage der Redaktions-Kommission eine größere Anzahl von dieser Nummer an unsere Sektionen im Welschlande resp. an unsere dortigen Ablagen und ersuchen sie, soweit möglich dieselben unter den französisch redenden Arbeitern per Stück à 5 Cts. zu verkaufen, eventuell dieselben sonst zu verbreiten. Die Gelder wolle man dann baldmöglichst uns zukommen lassen. Die Expedition.

Briefkasten der Expedition Erh. v. Th. S. Luchfingen: Fr. 12. 10 — L. G. St. Gallen: Fr. 50. 20 — Schw. Bern: Fr. 87. 70 — D. B. Chaufdefonds f. Agitations-Nummer Fr. 3.

Um Strungen über die Bestimmung von Geldsendungen zu vermeiden, ersuchen wir die Genossen, stets auf der Rückseite des Mandat-Koupons eine bezügliche Notiz zu machen, wodurch meistens zugleich das Porto und die Mühe eines besonderen Begleitbriefes erspart werden kann. Da wir nur Briefmarken für 5 oder 10 Rappen verwenden können, so wolle man bei Zahlungen in Frankomarken nur diese Sorten in Anwendung bringen.

Anzeigen.

Winterthur Lederarbeiter-Gewerkschaft. Montag, den 13. September, Abends 8 Uhr, im Steinbock Versammlung. Der Vorstand.

Zürich Gewerkschaft der verein. Holzarbeiter des Bezirks Zürich. Donnerstag, den 9. September, Abends 8 Uhr, in der Wirtschaft Rosenkranz, Brunngasse, Sitzung der Lohnkontrollkommission.

Allen Freunden und Parteigenossen bei meiner Abreise nach Jassy (Rumänien) ein herzliches Lebewohl. Möge es den Vereinen Genfs gelingen die noch dem Bunde fernstehenden Arbeiter heranzuziehen, denn nur Einigkeit macht stark.

Mit sozialdemokratischem Gruss

Paris, den 3. September 1875.

Alois Dietler, Schneider.

Soeben bei uns eingetroffen:

1876er Volks-Kalender.

Preis: 65 Cts.

Sehr inhaltsreich! (128 Seiten stark). Allen Gesinnungsgenossen bestens empfohlen! Selbstverständlich werden wir den 1876er Kalender des „Volksstaat“: „Der arme Konrad“ sofort nach Erscheinen ebenfalls auf Lager halten und nehmen jetzt schon gerne Bestellungen hierauf entgegen. Es können jedoch bei beiden Kalendern nur feste Bestellungen bestimmt auf Effektuirung rechnen.

Volksbuchhandlung (S. Franz) Zürich.

Zur Beachtung! Wegen der bevorstehenden Lokalveränderung sind wir genöthigt, die Nummer von Mittwoch den 15. September ausfallen zu lassen. Die Nr. 70 kann daher erst Samstag den 18. September erscheinen. Wir ersuchen, diese Anzeige in Bezug auf Anzeigen, welche in der „Tagwacht“ erfolgen sollen, zu beherzigen und diejenigen Inserate, welche in der diesmaligen Samstags-Nummer (69) erscheinen sollen, rechtzeitig einzusenden.